



Aujourd'hui, 200 millions d'euros nécessaires au **fonctionnement correct des universités** manquent au budget de l'enseignement supérieur. L'Université Paris-Sud a besoin de 5,8 millions d'euros et fait partie des **nombreuses universités françaises** victimes de **coupes budgétaires drastiques**.

La **présidence** a fait le choix d'un équilibre budgétaire dont les **conséquences** sont **désastreuses** pour tous les usagers de Paris-Sud.

Mercredi 18 février, nous invitons :

- L'ensemble du **personnel** à se rendre à 12h00 en assemblée générale dans l'amphi **Henri Cartan** (Bât. 427),
- Tous les **étudiants** à se réunir devant le Bât. 427 à 12h45 afin de se répartir dans les comités d'action.

Ce qu'il va se passer :

À court et moyen termes

- 1) **Personnels chercheurs, enseignants-chercheurs, techniciens, administratifs, ingénieurs** : Suppressions ou gels de postes, gel des salaires, surcharge de travail, hausse des heures bénévoles, suppression de postes d'ATER et de contractuels.
- 2) **Étudiants** : suppression ou surcharge des TD, suppression d'options, offres de stages insuffisantes ...



Dans le long terme

- 1) **Personnels**: précarité de plus en plus présente
- 2) **Enseignants-chercheurs** : diminution du temps de recherche, hausse de la charge de travail, précarité
- 3) **Étudiants** : hausse des frais d'inscription, sélection à l'entrée en licence, perte de la diversité de formation, difficulté à l'insertion professionnelle

Ce qu'on a déjà fait :

Jeudi 5 Février a eu lieu une **assemblée générale** qui a réuni sur le campus d'Orsay 300 étudiants, personnels et professeurs ...

Ce jeudi 12 Février, nous étions **400** et nous sommes rendus à plus d'une centaine devant le **siège de la présidence** afin d'interpeller le président Jacques BITTOUN, qui a **refusé de se mobiliser**.

En décembre dernier, **personnels et étudiants ont manifesté** et obtenu du gouvernement qu'il revienne sur une partie de la coupe budgétaire initialement prévue et restituée **70 millions d'euros** aux universités.

C'est la preuve qu'une **action collective** peut faire changer les choses !